

Année 2009, des résultats en baisse et moins dispersés et un alourdissement du poids de l'endettement

En 2009, les résultats des exploitations sont en forte baisse pour la seconde année consécutive. Pour 26 % des exploitations agricoles, le résultat courant avant impôts (RCAI) a été déficitaire alors que la proportion oscillait autour de 10 % jusqu'en 2007. Un peu plus de 9 % des exploitations ont connu un RCAI négatif au cours des deux dernières années et plus des deux tiers des exploitations ont vu leurs résultats se dégrader. Les revenus moyens obtenus au sein des principales orientations technico-économiques se sont rapprochés et les résultats des grandes exploitations ont plus fortement diminué que ceux des exploitations de petite taille. En 2009, après deux années de hausse, la dispersion des résultats s'est donc sensiblement réduite, les hauts revenus étant beaucoup moins nombreux. Les exploitants ont réagi à ces mauvais résultats en réduisant les prélèvements privés et les investissements. L'endettement progresse cependant. Le remboursement des dettes et le paiement des charges financières varient assez peu mais deviennent plus contraignants compte tenu de la forte diminution des résultats. En 2009, le poids de l'endettement a atteint un niveau inégalé. Bien que les jeunes agriculteurs soient sensiblement plus endettés que les plus âgés, ces derniers subissent un poids de l'endettement en moyenne assez comparable.

Baisse importante du résultat courant avant impôts pour la seconde année consécutive : plus du quart des exploitations ont un RCAI négatif

En 2009, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations n'est plus que de 16 800 euros après deux années de baisse consécutives ; il s'élevait, en valeur réelle, à 43 100 euros en 2007 et à 32 800 euros en 2008. Ce revenu, provenant de l'activité courante des exploitations agricoles, doit rémunérer l'activité de la main-d'œuvre non salariée, près de 1,45 unité de travail à temps plein en moyenne par exploitation, les capi-

taux investis et permettre le paiement des charges sociales de l'exploitant, qui restent stables avec 9 600 euros en moyenne. En 2009, la diminution de la valeur de la production de l'exploitation, - 10,6 % par rapport à 2008, explique pour l'essentiel celle du RCAI. L'année 2009 a été marquée par la chute des prix à la production des principaux produits de grandes cultures (céréales, oléagineux), des cultures fruitières (pommes et pêches) ainsi que celle du lait. Les exploitations spécialisées en grandes cultures, en bovins lait, en bovins mixtes et en polyculture-polyélevage sont particulièrement affectées par ces mouvements de prix. Sur la même période, le montant moyen des subventions d'exploitation est resté stable.

Les charges courantes, considérées dans leur ensemble, ont elles aussi en moyenne peu varié (- 0,3 %) en 2009. Cette stabilité d'ensemble résulte de la hausse du poste de dépenses « engrais et amendements » (+ 22,1 %), de la progression de celui du personnel salarié (+ 4,5 %) mais aussi des charges de structures, en particulier les dotations aux amortissements (+ 3,6 %), tandis que les dépenses en énergie et alimentation animale baissent. En 2009, 26 % des exploitations ont obtenu un RCAI négatif, contre 16 % en 2008, et environ 10 % en moyenne au cours des années 2000 à 2007. Un peu plus de 9 % des exploitations ont connu un résultat déficitaire consécutivement en 2008 et 2009. La progression du nombre des exploitations terminant l'exercice 2009 avec un RCAI négatif est spectaculaire en grandes cultures et en polyculture-polyélevage où un tiers des exploitations sont concernées et en bovins lait, où dans cette dernière orientation plus d'une exploitation sur cinq est déficitaire alors que cette situation était relativement rare avant 2008.

Une baisse commune à la plupart des orientations technico-économiques

La diminution du RCAI moyen en 2008 et en 2009 est observée sur la plupart des orientations technico-économiques.

- En grandes cultures les exploitations ont subi en 2009 à la fois la baisse du prix des principales productions et la hausse du coût des engrais : le RCAI a perdu près de 70 % de sa valeur.

- La forte baisse du RCAI pour les exploitations fruitières (- 60 %) s'explique par la baisse des prix à la production et l'augmentation des charges de salaire.

- La baisse du prix du lait de vache, très partiellement compensée par la diminution des dépenses en alimentation animale, conduit à une diminution de moitié du RCAI en orientation bovins lait.

- En bovins viande et ovins caprins, l'évolution du RCAI est moins défavorable mais le niveau de revenu moyen de ces exploitations, qui avait beaucoup diminué en 2008, reste faible.

- Forte baisse du RCAI aussi dans les orientations bovins mixtes et polyculture, polyélevage (- 62,3 %) ; dans cette dernière les exploitations cumulent souvent la baisse des cours du lait et des céréales.

- La situation est plus contrastée dans les élevages de granivores, la fermeté des cours des produits avicoles en général et du poulet de chair en particulier ayant compensé les difficultés de la filière porcine.

Les écarts de revenus entre petites et grandes exploitations se réduisent

Ces évolutions moyennes du RCAI résultent de l'agrégation d'évolutions individuelles très dispersées. La proportion des exploitations qui améliorent leur RCAI s'élève à 31 %, cette proportion dépassant 45 % en vins d'appellation, en maraîchage-horticulture, en bovins viande, en ovins et autres herbivores et en porcins, volailles. Dans un contexte particulièrement défavorable, seulement 17 % des exploitations de grandes cultures et un peu

Part des exploitations avec un résultat courant avant impôts négatif

En %

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Grandes cultures	14,2	10,7	9,6	10,7	14,8	10,8	5,1	12,0	33,0
Maraîchage, horticulture	9,4	8,0	10,7	18,2	15,7	15,0	15,9	20,4	23,4
Vins d'appellation d'origine	10,5	10,2	14,3	14,9	19,4	19,8	17,6	20,0	18,2
Autre viticulture	29,1	20,2	11,8	13,9	39,2	32,1	31,8	30,0	24,3
Fruits	18,2	20,4	12,7	20,5	33,3	15,0	21,3	22,3	26,0
Bovins lait	6,6	6,2	6,3	3,9	4,9	6,9	4,8	8,5	21,7
Bovins viande	7,3	4,5	7,4	7,0	5,9	2,2	11,1	20,1	24,8
Bovins mixtes	7,1	4,5	5,4	6,7	4,1	5,2	7,1	12,4	22,8
Ovins, autres herbivores	12,1	5,5	12,5	7,6	13,7	10,2	13,7	23,2	19,8
Porcins, volailles	4,0	23,1	18,2	13,8	7,3	6,1	18,4	25,2	20,7
Polyculture, polyélevage	9,7	10,7	13,2	9,3	13,6	9,7	7,3	15,0	33,5
Ensemble	10,7	9,7	10,4	9,8	13,1	10,5	10,2	16,1	26,4

Source : RICA

plus de 20 % en bovins lait ont amélioré leur RCAI. Les exploitations de petite taille (12 à 60 hectares-équivalent-blé) semblent moins subir les effets de la crise des prix : la proportion de ces exploitations améliorant leurs revenus s'élève à 39 %, contre 24 % pour celles de grande taille (150 hectares-équivalent-blé). Cette tendance se retrouve au sein de la plupart des orientations technico-économiques et notamment en grandes cultures, en viticulture, en arboriculture et en orientations bovines.

L'écart de revenu entre ces deux catégories, s'il demeure à l'avantage des exploitations de grande taille, diminue fortement en 2009 : en moyenne 8 800 euros par unité de travail non salarié contre 24 900 euros en 2008. La diminution de l'écart de revenu se retrouve peu ou prou sur toutes les orientations technico-économiques à l'exception des éleveurs bovins viande et des éleveurs d'ovins et autres herbivores. L'écart se réduit fortement chez les producteurs de fruits et de lait de vache.

Une réduction de la dispersion du RCAI

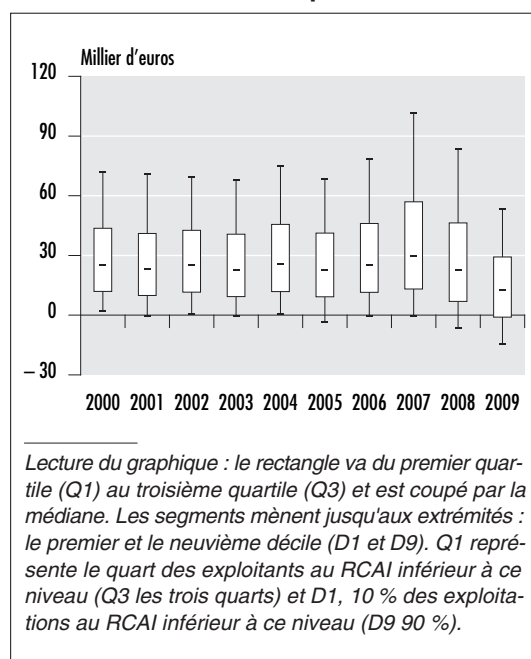
La dispersion du résultat courant avant impôts mesurée à partir des écarts interquartiles (Q3-Q1) s'élève en 2009 à 30 200 euros et est en recul sensible par rapport à celle observée en

2007 et en 2008, respectivement 43 800 et 39 500 euros. L'étude des écarts inter déciles confirme elle aussi la baisse de la dispersion des résultats. Les indicateurs de dispersion retrouvent des niveaux proches de ceux observés au début de la décennie 2000, mais avec des niveaux du RCAI nettement inférieurs : la distribution des revenus est nettement décalée vers le bas. La dispersion plus réduite du RCAI provient surtout de la diminution du nombre des exploitations dégagant des résultats élevés. Ainsi en 2008, 25 % des exploitations avait un RCAI supérieur à 46 400 euros. En 2009, la valeur du troisième quartile chute à 29 200 euros alors que la baisse des résultats du premier quartile n'est que de 7 900 euros. Dès lors l'écart entre le revenu médian et le revenu moyen se réduit : 4 400 euros contre 10 300 euros en 2008. La dispersion du RCAI rapporté à la main-d'œuvre non salariée s'est également réduite.

En 2009, moins d'exploitations avec des résultats élevés et plus d'exploitations déficitaires

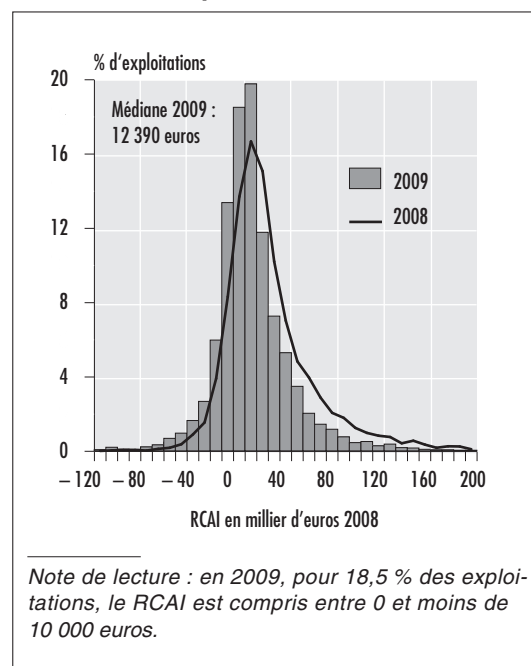
Si la dispersion du RCAI des exploitations est particulièrement faible au sein des orientations spécialisées dans l'élevage des herbivores, elle reste forte en viticulture d'appellation, en maraîchage-horticulture et production fruitière.

Depuis 2007, des résultats en baisse et moins dispersés



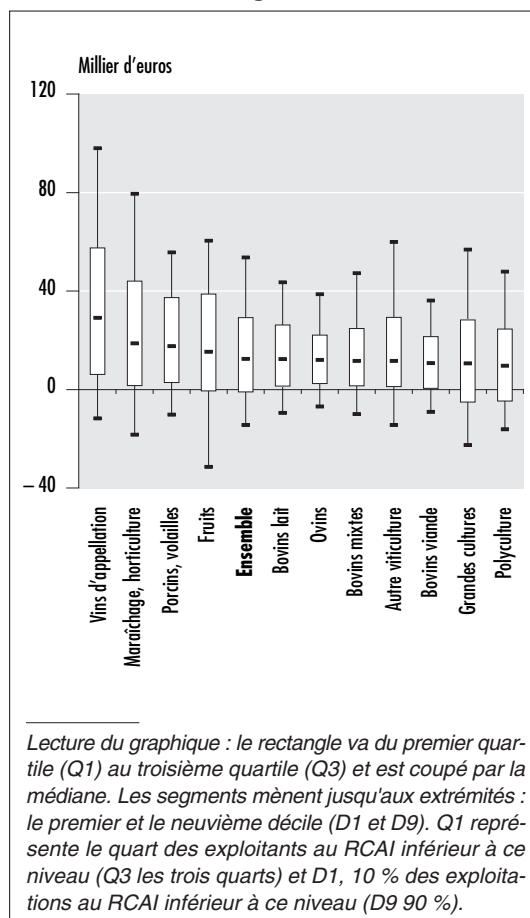
Source : RICA 2009

Distribution du résultat courant avant impôts en 2008 et 2009



Source : RICA 2008 et 2009

**Des résultats moins dispersés
dans les orientations herbivores
qu'en viticulture, production fruitière
et maraîchage, horticulture**



Source : RICA 2009

**Une capacité d'autofinancement
réduite : les exploitants réagissent
en prélevant et en investissant
moins**

La capacité d'autofinancement des exploitations s'élève en moyenne à 45 800 euros. Ce flux potentiel de ressources financières dégagées pendant l'année par l'activité des exploitations, affecté lui aussi par une conjoncture défavorable, diminue en moyenne d'un peu plus de 14 800 euros par rapport à 2008. La baisse de la capacité d'autofinancement s'explique notamment par les fortes variations des prix dans la valorisation des stocks, sans que les flux financiers soient impactés au cours de l'exercice comptable considéré. À la fin 2008, le prix des engrais était particulièrement élevé et la valorisation des stocks d'ouverture de ces intrants en tient compte. Ce surcoût a été ainsi imputé à l'année 2009, alors que ces stocks ont été financés en 2008. De même, à la fin 2009, le stock à la clôture des principales productions agricoles a été valorisé en considérant des prix en forte baisse, avec ses conséquences sur les résultats de l'année 2009. Les flux financiers se concrétiseront de façon effective en 2010 au moment de la vente des stocks. En éliminant les effets de la variation des stocks, la diminution de la capacité d'autofinancement par rapport à 2008, bien que de moindre ampleur que celle des résultats, reste significative : en moyenne 7 900 euros. Les exploitants se sont

Bilan à la clôture de l'exercice en 2009 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2009	Valeur* 2009	Évolution 09/08 %	Détail du passif 2009	Valeur* 2009	Évolution 09/08 %
Actifs immobilisés	234,4	- 4,4	Capitaux propres	221,1	- 8,9
Terrains	2,7	- 7,0			
Aménagements	55,0	- 6,0			
Constructions	55,0	- 6,0	Ensemble des dettes	147,5	2,9
Installations spécialisées	9,3	- 0,4	Dettes à long ou moyen terme	96,1	3,3
Matériel	61,0	- 7,1	Emprunts à court terme	6,2	12,7
Plantations	8,1	- 5,0	Autres dettes financières à moins de 1 an	8,3	8,5
Animaux reproducteurs	39,3	0,0	Dettes auprès des tiers	37,0	- 0,9
Autres immobilisations	17,6	1,6			
Actifs circulants	133,1	- 4,9			
Stocks	82,9	- 4,9			
Valeurs réalisables	31,0	- 4,7			
Valeurs disponibles	19,2	- 5,4			
Régularisation actif	1,3	- 3,2	Régularisation passif	0,1	- 21,9
Total actif	368,7	- 4,6	Total passif	368,7	- 4,6

* Valeurs moyennes par exploitation en millier d'euros

Source : RICA 2008 et 2009

adaptés en réduisant leurs prélèvements de 2 800 euros en moyenne et leurs investissements (acquisitions moins cessions de biens immobilisés) de 5 000 euros en moyenne. Les prélèvements privés et les investissements s'élèvent en moyenne respectivement à 33 000 et 24 400 euros.

Un endettement accru

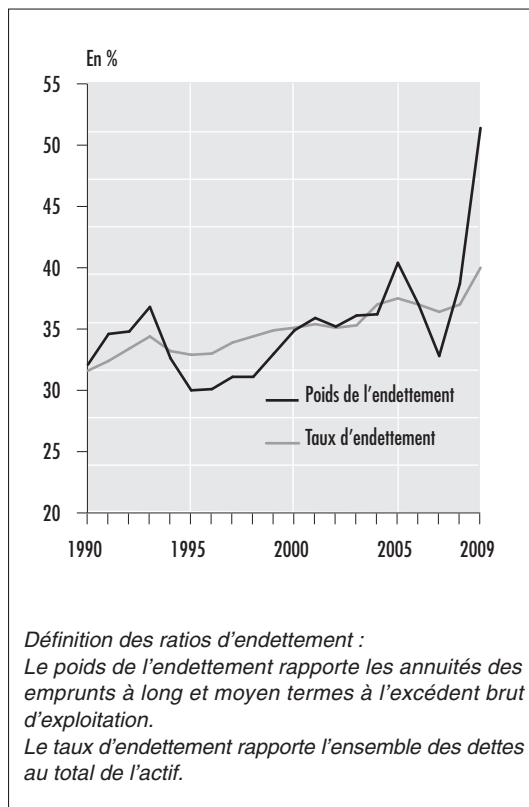
Les nouvelles dettes financières, 31 600 euros en moyenne, restent supérieures aux remboursements (27 100 euros). L'endettement des exploitations, 147 500 euros en moyenne, continue donc à progresser : + 2,9 % comme en 2008, mais sensiblement plus parmi les exploitations spécialisées en grandes cultures (+ 3,4 %), en maraîchage horticulture (+ 4,6 %), en production de fruits (+ 10,5 %) et de lait (+ 5,3 %). L'endettement est constitué pour les deux tiers de dettes à long et à moyen termes destinées à financer les investissements. Ces dettes à long et moyen termes sont en augmentation. Les

dettes financières à moins d'un an (solde débiteur de trésorerie auprès des organismes financiers) progressent également, les valeurs disponibles (solde créditeur de trésorerie auprès des organismes financiers) diminuent, traduisant une situation de la trésorerie qui s'est dégradée tandis que les dettes envers les tiers, environ 25 % du total, sont stables.

Le taux d'endettement (rapport du total des dettes à l'ensemble de l'actif) repart à la hausse (+ 2,9 points) après une pause entre 2004 et en 2008, cette hausse étant supérieure à 4 points en grandes cultures, en maraîchage horticulture et en production fruitière. Le taux d'endettement moyen atteint désormais 40 %. Sa progression résulte de celle de l'endettement mais aussi de la diminution de la valeur de l'actif (- 4,6 %). En 2009, le niveau des investissements n'a pas compensé l'estimation comptable de la diminution de la valeur des actifs immobilisés résultant de leur vieillissement. La valeur des actifs circulants (stocks et encours, valeurs réalisables et valeurs disponibles) baisse aussi, en raison de la conjoncture défavorable.

Le taux d'endettement est plus important dans les grandes exploitations (150 hectares-équivalent-blé et plus), plus de 45 % en moyenne, que dans les petites (28 %).

Poids exceptionnel de l'endettement en 2009



Source : RICA

Le poids de l'endettement alourdi par la conjoncture

En 2009, la forte diminution des ressources financières rend plus contraignant le paiement des annuités (remboursement du capital et paiement des intérêts). Les frais financiers et les remboursements d'emprunts à long et à moyen termes représentent plus de 51 % de l'excédent brut d'exploitation, solde intermédiaire de gestion exprimant la trésorerie potentielle générée par les opérations courantes hors produits et charges financières.

Le poids de l'endettement est plus de 10 points supérieur au niveau observé au cours des vingt dernières années. Les remboursements des emprunts à long et à moyen termes (en moyenne 20 500 euros) et les frais financiers (5 000 euros) ont peu progressé en 2009, tandis que la chute de l'excédent brut d'exploitation (- 23 %) explique à elle seule l'augmentation du ratio. Cette situation s'explique donc plus par une faiblesse du revenu liée à des difficultés conjoncturelles, que par le niveau d'endettement.

Là encore, les moyennes cachent de nettes disparités :

- les exploitations hors-sol (porcines, avicoles) ont à la fois un taux d'endettement et un poids d'endettement élevés (+ de 60 %) ;
- les exploitations de maraichage horticulture ont un taux d'endettement élevé (+ de 60 %) et un poids d'endettement plus faible (inférieur à 40 %) ;
- les exploitations spécialisées en viticulture, bovins viande et dans l'élevage des ovins et autres herbivores demeurent relativement peu endettées, mais, compte tenu de leurs résultats le poids de l'endettement reste élevé depuis 2007 ;
- les exploitations spécialisées en grandes cultures et en polyculture polyélevage sont les plus affectées par l'accroissement du poids de l'endettement, avec respectivement 21 et 18 points en plus.

Des jeunes agriculteurs sensiblement plus endettés, mais avec un poids de l'endettement assez comparable à celui de chefs d'exploitation plus âgés

L'endettement dépend de l'âge du chef d'exploitation. À l'installation, le jeune agriculteur doit réaliser des investissements importants. Pour les exploitations gérées par des chefs d'exploitation de moins de 40 ans, le taux d'endettement s'élève à 48 %, alors qu'il n'est que de 35 % dans les exploitations dont le chef d'exploitation a plus de 50 ans. La nature de la dette est également différente, la part des dettes à long et moyen termes étant plus importante pour les jeunes agriculteurs.

Le poids de l'endettement dépend lui moins de l'âge : il s'élève respectivement à 54 % chez les chefs d'exploitation de moins de 40 ans et à 49 % chez les plus de 50 ans. En effet, les exploitations gérées par de jeunes agriculteurs ont obtenu en 2009 en moyenne un excédent brut d'exploitation un peu supérieur, le taux d'intérêt apparent de l'endettement est plus favorable et le rythme de remboursement des emprunts à long et à moyen termes est plus lent.

Poids et taux de l'endettement selon l'âge du chef d'exploitation

Tranche d'âge	Population nombre	Moyenne %	1 ^{er} quartile %	Médiane %	3 ^e quartile %
Poids de l'endettement					
Moins 40 ans	59 113	54,1	24,9	47,7	78,3
40 à < 50 ans	121 804	52,9	25,4	44,9	73,4
50 ans et plus	145 095	48,8	11,4	34,3	62,3
Taux d'endettement					
Moins 40 ans	58 403	47,2	27,6	44,8	64,2
40 à < 50 ans	122 718	42,3	20,6	36,0	55,4
50 ans et plus	144 886	35,0	11,1	27,3	47,7

Source : RICA 2009